

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES :
"DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES" - LIBREVILLE - B. P. 563 - TEL. : 72.01.04 - URL : dpo.gouvernement.ga
Ceux-ci sont payables d'avance, par mandat ou virement au nom de M. le Directeur "des Publications officielles" à Libreville
Compte courant postal N° 0101 100 2534, centre de Libreville.

SOMMAIRE

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME, DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Décret n°0638/PR/MHUEDD du 5 avril 2011 portant déclaration d'utilité publique.....**230**

Décret n°0639/PR/MHUEDD du 5 avril 2011 portant déclaration d'utilité publique.....**230**

Décret n°0640/PR/MHUEDD du 5 avril 2011 portant déclaration d'utilité publique.....**231**

PRIMATURE

Arrêté n°0192/PM du 4 avril 2011 portant création d'une

cellule de vérification de l'effectivité de la loi n°5/86 du 18 juin 1986 fixant le régime d'admission et de séjour des étrangers en République Gabonaise et des décrets n°s 277/PR-MT du 31 mai 1968 et 663/PR/MTPS du 5 juillet 1972.....**230**

ACTES EN ABREGE

Avis d'affichage.....**230**

Article 3 : L'urgence est déclarée pour la prise en possession des lieux visés par le présent décret.

Article 4 : Les expropriations nécessaires devront être réalisées dans le délai de vingt quatre (24) mois à compter de la date de publication du présent décret.

Article 5 : Le déguerpissement immédiat des occupants sans titre sera exécuté.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 5 avril 2011

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Paul BIYOGHE MBA

Le Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de l'Ecologie et du Développement Durable
Blaise LOUEMBE

Le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de l'Immigration et de la Décentralisation
Jean-François NDONGOU

Le Ministre de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme
Magloire NGAMBIA

Le Ministre de l'Equipelement, des Infrastructures et de l'Aménagement du Territoire
Pr. Léon NZOUBA

Le Ministre des Mines, du Pétrole et des Hydrocarbures
Alexandre BARRO CHAMBRIER

Le Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique, chargé de la Réforme de l'Etat
Franck Emmanuel ISSOZE NGONDET

Décret n°0640/PR/MHUEDD du 5 avril 2011 portant déclaration d'utilité publique

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°0804/PR du 19 octobre 2009 fixant la composition du Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°14/63 du 8 mai 1963 fixant la composition du domaine de l'Etat et les règles qui déterminent les modes de gestion et d'aliénation ;

Vu la loi n°15/63 du 8 mai 1963 fixant le régime de la propriété foncière ;

Vu la loi n°06/61 du 10 mai 1961 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n°3/81 du 8 juin 1981 fixant le cadre de la réglementation de l'urbanisme ;

Vu le décret n°001271/PR/MCUHLVBE du 8 octobre 1998 portant organisation et attributions du Ministère du Cadastre, de l'Urbanisme, de l'Habitat, du Logement, de la Ville et du Bien-être, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le procès-verbal d'enquête foncière dressé par la Direction Générale de l'Urbanisme et des Aménagements Fonciers du 5 février 2010 ;

Le Conseil d'Etat consulté ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article 1^{er} : Le présent décret, pris en application des dispositions des articles 1 et 2 de la loi n°6/61 du 6 mai 1961 susvisée, porte déclaration d'utilité publique.

Article 2 : Est déclarée d'utilité publique, l'occupation par l'Etat d'une bande de terrain d'une superficie de 7 100 m² au lieu dit Akémidjongoni sur les parcelles 107 et 108 dans la section O du plan cadastral, en vue d'y construire des plateaux sportifs.

Article 3 : L'urgence est déclarée pour la prise en possession des lieux visés par le présent décret.

Article 4 : Les expropriations nécessaires devront être réalisées dans le délai de vingt quatre (24) mois à compter de la date de publication du présent décret.

Article 5 : Le déguerpissement immédiat des occupants sans titre sera exécuté.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 5 avril 2011

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Paul BIYOGHE MBA

Le Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de l'Ecologie et du Développement Durable
Blaise LOUEMBE

Le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de l'Immigration et de la Décentralisation
Jean-François NDONGOU

Le Ministre de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme
Magloire NGAMBIA

Le Ministre de l'Equipelement, des Infrastructures et de l'Aménagement du Territoire
Pr. Léon NZOUBA

Le Ministre des Mines, du Pétrole et des Hydrocarbures
Alexandre BARRO CHAMBRIER

Le Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique, chargé de la Réforme de l'Etat
 Franck Emmanuel ISSOZE NGONDET

PRIMATURE

Arrêté n°0192/PM du 4 avril 2011 portant création d'une Cellule de vérification de l'effectivité de la loi n°5/86 du 18 juin 1986 fixant le régime d'admission et de séjour des étrangers en République Gabonaise et des décrets n°s 277/PR-MT du 31 mai 1968 et 663/PR/MTPS du 5 juillet 1972

LE PREMIER MINISTRE,
 CHEF DU GOUVERNEMENT ;

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°0804/PR du 19 octobre 2009 fixant la composition du Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°00380/PR du 7 avril 1986 fixant les attributions du Premier Ministre ;

Vu le décret n°1939/PR du 7 novembre 1992 fixant l'organisation des services du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu les nécessités de service ;

A R R E T E :

Article 1^{er} : Le présent arrêté, pris en application des dispositions de l'article 29 de la Constitution, a pour objet de créer une Cellule de vérification de l'effectivité de la loi n°5/86 du 18 juin 1986 fixant le régime d'admission et de séjour des étrangers en République Gabonaise et des décrets n°s 277/PR-MT du 31 mai 1968 et 663/PR/MTPS du 5 juillet 1972.

Article 2 : Il est créé auprès du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, une Cellule de suivi de la mise en œuvre du présent arrêté, ci-après désignée « Cellule ».

Cette Cellule est composée comme suit :

- un représentant de la Primature, Président ;
- un représentant du Ministère en charge de la Justice, membre ;
- un représentant du Ministère en charge du Travail, membre ;
- un représentant du Ministère en charge des Hydrocarbures, membre ;
- un représentant du Ministère en charge du Budget, membre ;
- un représentant du Ministère de l'Intérieur, membre ;
- un représentant de l'Union Pétrolière Gabonaise, en abrégé UPEGA, membre ;
- un représentant du Groupement des Professionnels Pétroliers, en abrégé GPP, membre ;
- un représentant de l'ONEP, membre.

Article 3 : En application des recommandations des négociations entre le Gouvernement et l'ONEP en date du 4 avril 2011, il est arrêté ce qui suit :

- tous les employeurs régulièrement établis en République Gabonaise, dans le secteur des hydrocarbures et activités connexes, sont tenus de déposer au Cabinet du Ministre du

Travail et de l'Emploi leurs registres employeurs mis à jour à la date du 1^{er} avril 2011 ;

- ces registres doivent être contresignés par les délégués du personnel ou des délégués syndicaux le cas échéant.

Article 4 : La Cellule visée à l'article 3 ci-dessus est notamment chargée de vérifier et contrôler les registres employeurs déposés au Cabinet du Ministre du Travail.

Elle dispose de quinze (15) jours à compter de la date de signature pour soumettre au Ministre du Travail et au Ministre des Hydrocarbures, les résultats de ses vérifications et contrôles.

Article 5 : Les membres de la Cellule sont désignés par les autorités ou organismes dont ils relèvent et nommés par arrêté du Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 4 avril 2011

Par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Paul BIYOGHE MBA

ACTES EN ABREGE

Avis d'affichage

Haut-Ogooué

- Par lettre en date du 27/12/2010, Madame KOSSA LENDOYE Noéline a sollicité l'attribution à titre onéreux de la parcelle n°368 section BT du plan cadastral de Franceville, en vue d'y construire une maison d'habitation.

- Par lettre en date du 2/11/2010, Madame AMBIBI MBONGO Pauline a sollicité l'attribution à titre onéreux de la parcelle n°319 section BW du plan cadastral de Franceville, en vue d'y construire une maison d'habitation.

- Par lettre en date du 2/12/2009, Monsieur KEITA Bangali a sollicité l'attribution à titre onéreux de la parcelle n°187 section I du plan cadastral de Franceville, en vue d'y construire une maison d'habitation.

- Par lettre en date du 28/10/2009, Monsieur OBOUMADJOGO Ange a sollicité l'attribution à titre onéreux de la parcelle n°194 section BH du plan cadastral de Franceville, en vue d'y construire une maison d'habitation.

- Par lettre en date du 22/11/2010, Madame AKOUARY BONGO Albertine a sollicité l'attribution à titre onéreux de la parcelle n°318 section BW du plan cadastral de Franceville, en vue d'y construire une maison d'habitation.

- Par lettre en date du 24/01/2011, Madame GNONGUI Jacqueline a sollicité l'attribution à titre onéreux de la parcelle